

CRISE & RÉCESSION :
Impasses protectionnistes et
nationalistes du Front de
Gauche au Front National



« ..Et aux travailleurs que l'on veut abuser, nous allons dire : Méfiez-vous des imposteurs ... !

La camelote qu'ils vous présentent est truquée, c'est une abominable contrefaçon ; ce n'est pas le socialisme, c'est l'antisocialisme.

Pour vous sauver, détournes-vous de ces escrocs, donnez la chasse à ces mystificateurs. Écoutez-nous: le salut, c'est le socialisme.

Mais l'on n'est socialiste qu'en étant communiste... »

Gabriel Péri :

Non, le Nazisme n'est pas le Socialisme,

Avril 1941

CRISE, CAPITALISME ET PROGRAMME DU F.N.

(Aout 2011)

Panique à la Bourse, crise de la dette, « nous vivons au dessus de nos moyens »...Unité nationale au parlement italien pour voter un plan de « réduction des déficits », élections anticipées en Espagne...

Chômage en hausse, retraites en baisse, « Etats en risque de faillite »...

Et dans le même temps, un militant d'extrême-droite assassine froidement des dizaines de personnes en Norvège, tandis qu'en France, le premier média politique est devenu Fdesouche, un site fasciste.

Les capitalistes tentent de nous faire croire que la situation économique est trop complexe pour que nous y comprenions quoi que ce soit.

Les fascistes eux, nous affirment que tout est au contraire très simple : sortons de l'euro, persécutons une partie de la population et tout continuera comme avant.

Pour notre part nous avons procédé à deux synthèses sur la crise économique actuelle sous forme de visuels. En voici la retranscription complétée en texte.

L'antifascisme c'est aussi l'anticapitalisme, et c'est surtout comprendre le monde qui nous entoure. Et pour cela, pas besoin de s'y connaître en cours de la Bourse, pas besoin de maîtriser les « mécanismes bancaires ». Les crises sont au capitalisme, ce que la haine est au fascisme, une partie de sa substance. Au cours du temps, la bourgeoisie, dans sa propagande quotidienne a donné de nombreuses raisons aux crises perpétuelles, et a trouvé de nombreuses excuses à la montée concomitante des fascismes qui les accompagnent.

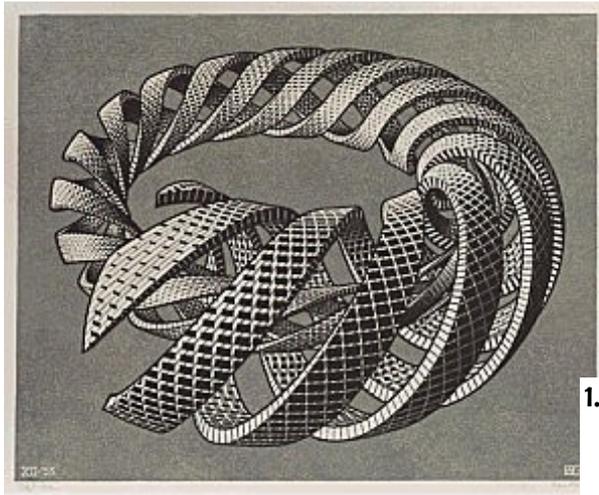
En réalité, le mécanisme est toujours le même.

Comme nous l'avons souligné dans notre brochure « Comment combattre le fascisme ? », «Le fascisme est entré sur la scène politique lors d'une crise générale du capitalisme à la suite de la Première Guerre mondiale. Les aspirations révolutionnaires des travailleurs menaçaient la puissance des capitalistes. Pour assurer la domination capitaliste, les capitalistes ont traîné dans plusieurs pays les forces fascistes au pouvoir (par exemple en Allemagne, en Italie et Autriche). ». La plupart des pays européens étaient en crise économique importante et le mode de production capitaliste menacé par l'exigence communiste des prolétariats des différents pays.

Voici une esquisse de thèse pour expliquer le phénomène complexe de la crise actuelle débutée en 2008 aux Etats-Unis au plus grand nombre. C'est aussi un devoir antifasciste de comprendre cette crise, car le fascisme naît du mode de production capitaliste en faillite .

ANTIFA



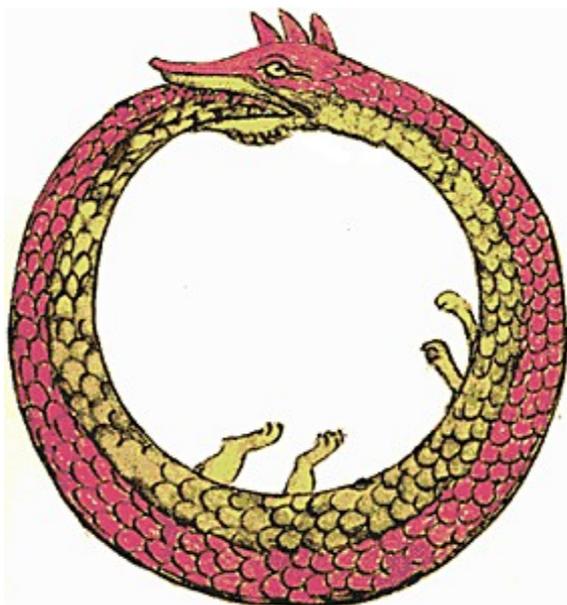


Pourquoi le mode de production capitaliste est-il actuellement dans une crise sévère?

L'économie capitaliste est vouée à l'échec à cause de ses contradictions internes, notamment par **la baisse tendancielle du taux de profit**. Cette baisse tendancielle du taux de profit s'explique parce une suite de mécanismes simples :

1. Ce qui donne sa valeur à une production, c'est le travail. Pour Marx (à la suite de Ricardo) la valeur d'un produit repose sur le travail utilisé pour sa production.
2. La production est réalisée par du travail (capital variable en terme marxiste) et du capital (capital constant). L'évolution économique veut que les capitalistes aient de plus en plus besoin de capital constant pour produire (Les locomotives remplacent les machines à bras par exemple...).
Il faut donc de plus en plus de capital pour produire mais la valeur de la production repose sur le travail.
Comme les capitalistes ont de plus en plus besoin de capital constant pour produire, le taux de profit baisse sans cesse, c'est la baisse tendancielle du taux de profit. L'un des moyens de faire remonter le profit sera de baisser les salaires. Les bénéfices des capitalistes sont donc amenés à baisser sans cesse (a).
3. Dans un ultime effort pour soutenir leurs bénéfices, les capitalistes vont augmenter leur production, alors que dans le même temps les salaires baissent, la surproduction est donc inévitable (b).

(a) + (b) : A long terme le capitalisme est voué à l'échec à cause de cette **contradiction inhérente au mode de production capitaliste**.



Comment fonctionne le mode de production capitaliste dans sa production du profit?

A./ Tout d'abord, le profit est la plus-value considérée dans son rapport avec la totalité du capital investi dans la production ; extérieurement, il se présente comme le fruit de l'ensemble du capital. Le taux du profit représente le rapport, exprimé en pourcentage, de la masse de plus-value produite à la totalité du capital. La concurrence à l'intérieur des branches d'industrie aboutit au fait que les prix des

marchandises similaires sont déterminés non pas par la valeur individuelle, mais par la valeur sociale de ces marchandises. La concurrence entre branches d'industrie amène le transfert des capitaux d'une branche dans l'autre et aboutit à la formation d'un taux moyen du profit dans le cadre de la totalité de la production capitaliste. C'est en vertu de la loi du taux moyen du profit que s'opère la répartition du travail et des moyens de production entre les diverses branches de l'industrie capitaliste.

B./ Par suite de l'égalisation du taux de profit, les marchandises ne se vendent pas à leur valeur, mais à leur prix de production. Le prix de production est égal aux frais de production de la marchandise plus le profit moyen. Le prix de production est la forme modifiée de la valeur. La somme des prix de production est égale à la somme des valeurs de toutes les marchandises ; la modification de la valeur des marchandises entraîne la modification du prix de production. Avec le développement du capitalisme, au fur et à mesure que s'élève la composition organique du capital, le taux moyen du profit manifeste une tendance à la baisse. En même temps la masse des profits augmente sans cesse. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit aggrave les contradictions du capitalisme.



On le constate une fois que le taux de profit baisse tendanciellement, une crise économique s'amorce.

Pourquoi une crise globale s'accompagne-t-elle d'un risque fasciste réel et imminent?

Comme le souligne le théoricien André Nin au sujet du fascisme: « *Le pouvoir conquis, le fascisme n'a pas tardé à montrer son véritable caractère. Il n'était certainement pas là pour combattre le grand capital – comme se l'imaginaient les naïves masses de la petite bourgeoisie –, mais pour le défendre par-dessus tout.* » (*Le fascisme italien, 1930*).

Le fascisme se joue de la contradiction bourgeoisie-prolétariat. Afin de défendre le

mode de production capitaliste, les fascistes semblent accuser le capitalisme trop international, trop globalisé, trop mondialisé.

La crise économique est présente et touche des millions de foyers.

Elle se manifeste essentiellement par une baisse de la rémunération du travail global des exploités. Celle-ci prend différentes formes : la baisse globale du salaire direct, par la généralisation des contrats précaires, du temps partiel, de l'augmentation de la pression des employeurs sur les salariés, ces employeurs ne respectant plus les lois sociales (embauche au noir, non-paiement des heures supplémentaires ou du temps de pause, par exemple). Dans le même temps, le salaire indirect baisse aussi de manière drastique : c'est la fameuse remise en cause du prétendu Etat Providence.

Les politiciens obéissent aux patrons, suppriment les droits sociaux, retraite, allocations chômage, accès aux soins. Simultanément, l'augmentation des prix est générale. Inévitablement, ces mesures accroissent la conscience de l'exploitation chez une partie des salariés, et les mécanismes d'auto-défense contre la pression se mettent en place : grève, révoltes, émeutes, investissement moindre dans le boulot quotidien, la perspective d'une vie meilleure gagnée en travaillant plus s'évanouissant totalement.

Ces mécanismes d'auto-défense de la classe exploitée ne remettent pas forcément en cause le capitalisme même : mais ils créent les conditions objectives d'une prise de conscience collective de la division de la société en classes, et celles de sa remise en cause.

C'est là qu'intervient le fascisme, comme contre-feu à cette prise de conscience, comme aspiration de l'énergie révolutionnaire potentielle contenue dans la colère populaire.

Le fascisme, c'est d'abord la démagogie : les fascistes prétendent se poser en ennemis du système économique en place et proposent de se révolter contre celui-ci. Mais en déployant un discours sur les bienfaits des productions nationales ou locales, toujours inscrites dans le mode de production capitaliste.

Le fascisme est issu du mode de production capitaliste. Nin le dira clairement : « *La politique économique du gouvernement de Mussolini peut donc se résumer ainsi : non-intervention quand celle pourrait constituer un obstacle aux intérêts du grand capital, et intervention énergique quand il s'agit de stimuler le développement indépendant du grand capital.* ».

Ceci s'est vérifié dans les états fascistes historiques des années 30 (Allemagne, Italie, Espagne...) et ceci se vérifie encore dans les programmes des partis de « droite nationale » comme ils s'autoproclament, afin de masquer leur fascisme .

Dimitrov indiquait cependant « *Ce serait une erreur grossière que d'établir un schéma général du développement du fascisme applicable à tous les pays et à tous les peuples. Un tel schéma ne nous serait d'aucun secours, il nous empêcherait au contraire de mener la lutte véritable* » (Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, 1935).



Parlons concrètement du cas français.

Par exemple, quel est le programme du F.N. face à la crise ?

Page 17 de son *Projet économique, avril 2011*, le FN parle de réguler le système bancaire face au « *lobby des banques* ». S'il est question d'instaurer la souveraineté de la France (au travers d'un ministère de la souveraineté) et de sortir de l'Euro, le mode de production capitaliste n'est jamais mis en question.

Pages 19 et 20 du même programme, le FN souhaite défendre la « *classe moyenne* » et notamment encourager la création de PME tout en favorisant les « *grosses PME* »

ANTIFA



par une « *révolution fiscale* » (sic !) sur l'impôt sur les sociétés. Page 22 du même document il est dit des entreprises du CAC 40: « *il n'est pas anormal qu'il y ait des dividendes* » comprendre des profits boursiers gagnés par ces entreprises. Le FN souhaite juste redistribuer, comment? « *...en négociant* » avec les entreprises...vastes programme!

D'emblée le fascisme version FN se propose comme un moyen de révolte face non au capitalisme mais « aux grandes familles », ce qui tend forcément à l'antisémitisme plus ou moins larvé.

Jamais le fascisme ne remet en question la bourgeoisie qui détient le pouvoir réel dans le mode de production capitaliste, car le fascisme est issu de la bourgeoisie. Cependant afin de rallier le plus grand nombre, selon Nin, le fascisme cache sa vraie nature: « *Le fascisme ne pouvait évidemment pas se présenter d'emblée comme un mouvement anti-prolétarien. Pour déguiser son véritable caractère, pour attirer la classe ouvrière et les éléments de la petite bourgeoisie subjugués par le grand capital, il a pratiqué pendant ses premières années une agitation et une propagande salement démagogique...* ».

Ceci se vérifie pleinement dans les propositions énoncées plus haut.

La sortie de l'euro ? Certes la situation s'est dégradée depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle monnaie, mais imputer la responsabilité de cette dégradation à l'euro, c'est aussi logique qu'affirmer que le réchauffement climatique est du à l'apparition de nouvelles cartes météo. Un seul fait suffit à démontrer l'inanité de ce débat sur l'euro, son inutilité totale : dans le monde entier, la prétendue « crise » se manifeste de la même manière, euro ou pas.

Mais ce faux débat permet justement d'éviter un véritable questionnement sur les causes de la crise en enfermant la réflexion dans un cadre nationaliste : « Français » contre le reste du monde. Et donc patrons et salariés unis avec un prétendu intérêt commun.

Et cela permet d'entraîner le salarié dans un raisonnement faussé : le « petit » patron de PME est un allié, le salarié chinois un ennemi.

Seulement, la PME « autonome » n'est pas une réalité, c'est une fiction juridique : aujourd'hui la majorité des PME sont des sous-traitants de grands groupes, leur production n'est donc pas déterminée au niveau de la PME, elle n'existe que si elle correspond à la décision d'entreprises plus grandes. Donner des fonds publics à ces PME, c'est exactement comme aider une grosse entreprise, et cela n'empêchera nullement sa disparition et le licenciement des salariés, en cas de restructuration globale.

Le petit patron peut bien bosser autant que ses salariés, argument souvent utilisé pour faire croire qu'il en est proche socialement et que les intérêts sont les mêmes. En réalité, il est objectivement de par sa place dans le processus de production, un rouage de l'exploitation bourgeoise.

Mais la prétendue crise le confronte à une instabilité sociale grandissante : pris en étau entre le donneur d'ordres qui lui impose la baisse des salaires pour que le coût du travail soit le moins cher possible sous peine d'être lui aussi viré, c'est à dire de se voir retiré sa part de marché, et les salariés en colère, il se sent menacé dans son statut et rêve d'un retour à l'ordre ancien.

Le rôle de la petite bourgeoisie est flagrant dans la montée du fascisme, comme dans l'exemple historique italien: « *La petite bourgeoisie, inconsciente comme à son habitude, a hésité, et le fascisme a su en profiter, se présentant à elle comme le représentant des intérêts de toute la nation, de tout le peuple* ».

Tout le programme économique du FN par exemple s'adresse donc à ce qu'il appelle « *classe moyenne* » (dixit) .



Que propose-t-il aux prolétaires ?

Tous les documents programmatiques récents du Front reposent sur le même modèle , voici [l'exemple des services publics](#). Cinq pages de critiques parfaitement justes sur les privatisations, l'accès aux services, l'augmentation des prix consécutifs à la privatisation. Les propositions sont en fin de texte, et là ...on rigole. Ainsi après avoir

critiqué la « privatisation, » le FN propose que l'Etat soit « actionnaire majoritaire » des « ENTREPRISES » de service public. Soit très exactement la poursuite de la privatisation, car une fois le service public transformé en entreprise , confronté à d'autres entreprises du même secteur, tout est plié. La preuve ? Le FN propose une vague « limitation » des hausses des tarifs de l'électricité, du gaz et autres... soit la même chose que la droite classique. Mais aussi la « modernisation » et la « compétitivité » des services publics, soit la pression sur ses salariés, et la suppression de tout ce qui n'est pas rentable.

Alors, le programme économique du F.N. est-il plus social avec le prolétariat ? Lorsque l'on clique sur « acteurs économiques et emploi » sur le site du F.N. nous tombons sur six documents : l'un sur la « crise de l'euro », l'un sur « comment sortir de l'euro ? », l'un sur « pourquoi sortir de l'Euro ? », l'un sur « sortir de l'euro créera du pouvoir d'achat ». En un mot comme en cent, absolument rien sur le problème principal de n'importe quel salarié, le SALAIRE, direct ou indirect.

Le parti des ouvriers ?

Sur le site, [un tract](#) sur trente les concerne. La moitié du texte présente l'argumentaire suivant : les sondages disent qu'un ouvrier sur trois va voter FN, alors nous sommes le parti des ouvriers...même si les mesures proposées sont exactement celles des autres partis , protection des emplois « industriels », alors que les ouvriers du tertiaire sont désormais majoritaires, taxation des « super-profits » (c'est super, mais combien c'est exactement, « super » ?), protection du « pouvoir d'achat » (mais comment, on ne sait pas).

En somme, le F.N. se fout du prolétariat, des précaires et des pauvres, ce qui l'intéresse c'est l'agriculteur propriétaire terrien, le petit commerçant, l'entrepreneur...ou plutôt leurs

bulletins de vote. En réalité, historiquement, le fascisme n'a jamais entravé le développement du capitalisme et l'élimination de ses structures obsolètes, notamment celles qui donnaient à la toute petite bourgeoisie, quelques privilèges en échange de leur soutien à l'ordre dominant.

Maintenir l'ordre, mater les révoltes prolétaires, voilà le rôle dévolu par la bourgeoisie aux fascistes. Rien de plus.

La crise comme le fascisme vont donc s'épanouir de concert ces prochains mois.

La propagande médiatique continuera à présenter le Front, comme un parti de proposition, raison pour laquelle celui-ci n'a même pas besoin de réactualiser son programme, les médias inventent tous seuls des promesses « sociales » qui n'existent pas.

Quant aux prolétaires, ce sera à eux d'inventer et d'imposer le leur.

AGENCES DE NOTATION ET AUTRES EPOUVANTAILS : QUAND LA GAUCHE LÂCHE LA PROIE POUR L'OMBRE (JANVIER 2011)

Ces derniers temps, l'on entend souvent dire que le Front National a désormais un programme « de gauche » en matière économique. On ne peut pas nier en tout cas que des cibles communes et des idées semblables figurent dans les programmes des deux candidats classés aux « extrêmes », Marine Le Pen et Jean Luc Mélenchon.

C'est une vieille stratégie des fascismes que de couvrir leurs idées d'un vernis de gauche. Hitler l'avait dit : « *Notre national-socialisme est l'avenir de l'Allemagne. Bien que cet avenir soit économiquement orienté à droite, nos cours demeurent orientés à gauche. Mais avant tout, nous n'oublierons pas que nous sommes des Allemands* » (Adolf Hitler, novembre 1932, discours de clôture du parti nazi NSDAP.). Le Pen Jean-Marie l'avait plagué en Avril 2002 : « *Socialement je suis de gauche, économiquement de droite et, nationalement, je suis de France.* ».

On voit très bien cette « socialisation » des fascismes à propos des agences de notation et ses convergences avec la « gauche radicale ». Dans les deux discours la dénonciation de ces agences, qui va de pair avec celle de la « finance », est assortie d'une revendication, le retour à la « souveraineté nationale », et l'idée de bouter la finance hors de France, comme on en boutait jadis les Anglais. Cela quelques années que l'on parlait même de la « gaucholépénisation » du discours du F.N. dont Alain Soral était alors un chantre.

Jean Luc Mélenchon se dit patriote et récemment dans un entretien, il déclarait également n'avoir rien contre les patrons « en soi » et c'est devant l'agence Standard's and Poor que le candidat de la gauche radicale choisit aujourd'hui d'appeler à des rassemblements quotidiens, et pas devant le MEDEF.

Dans ces conditions une question se pose : pourquoi, à programme économique semblable, Marine Le Pen est-elle créditée de 20% dans les sondages, tandis que le Front de Gauche plafonne à 6 ou 9 % ? Pourquoi le patriotisme, le nationalisme « social » rencontre-t-il plus de succès incarné par le Front National que par le Front de gauche ?

La réponse est au fond assez simple : en tenant un discours de ce type, Marine Le Pen et le Front National ont une idée assez claire de la cible qu'ils visent principalement, de la couche sociale à qui ils souhaitent faire croire qu'ils veillent à ses intérêts. Marine Le Pen l'a désignée elle-même dans son meeting de Saint Denis : alors que tout le monde l'attendait sur un appel aux ouvriers et aux habitants des quartiers populaires, ce jour-là, la Présidente du Front s'adresse à un ensemble qu'elle appelle les classes moyennes qui regroupe selon elle, tous ceux, qui, ces dernières années ont pris le « descendeur social » : ceux qui sont mis en avant sont les jeunes diplômés, les petits patrons, les fonctionnaires cadres moyens et supérieur, les professions libérales, les commerçants. En somme Le Pen

ANTIFA



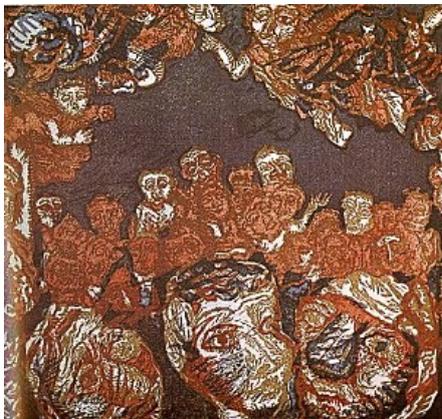
Marine en appelle à la frange la plus fragile de la petite-bourgeoisie Et aux couches supérieures du prolétariat comme du reste le programme du NPA qui dénonce la « précarisation » des classes moyennes.

Pour toutes ces catégories sociales, dont certaines forment les couches supérieures du prolétariat, et d'autres les couches inférieures de la petite-bourgeoisie, le choix est vite fait entre Mélenchon et Le Pen : celle-ci offre une voie apparemment sécurisante, un retour vers le passé du capitalisme national, le mythe de la paix sociale incarnée par les références aux Trente Glorieuses.

A l'inverse, Mélenchon comme toute la gauche radicale de ces vingt dernières années ne sait pas à qui il parle, ou plutôt cultive l'illusion de parler à tout le monde : flattant le petit patron de PME, il sacrifie l'ouvrier de ces mêmes PME, et espère se rattraper en se focalisant sur le soutien aux ouvriers de quelques boîtes emblématiques. Apôtre de l'agriculture ou du petit commerce bien de chez nous, il ne risque pas d'éveiller l'intérêt de l'ouvrier agricole ou de l'apprenti en boucherie charcuterie.

Mélenchon est capable de quelques tirades paternalistes sur les « frères immigrés », mais son adhésion au « patriotisme », au drapeau et à la mythologie de la France éternelle, lui aliène forcément une bonne part de la jeunesse issue de l'immigration, comme ses envolées laïcardes et à la limite du racisme. Comme tous les autres candidats d'extrême gauche avant lui, et comme toutes les formations qui les ont soutenues, Mélenchon à force de vouloir ratisser large, s'enfoncé dans la confusion la plus totale et fait surtout rabatteur des fascistes au sein du prolétariat.

En effet, à force de prôner l'alliance de classe avec les « petits patrons » autour d'une ferveur patriotique commune, cette gauche syndicale et politique impose l'idée que ce type de programme nationaliste est bien de gauche. Comme la grande bourgeoisie met en avant médiatiquement les fascistes qui défendent les mêmes thèses et comme ces derniers ne sont pas soumis aux contradictions de la gauche radicale, ce sont les fascistes qui raflent la mise, en attirant en sus de la petite-bourgeoisie, une part importante du prolétariat.



Réfléchissons un instant : Que l'on soit anarchiste ou marxiste, une seule ligne doit prédominer : la lutte de classe, et celle-ci suppose deux choses :

- 1./Reconnaitre l'existence sociale concrète des classes.***
- 2./ Reconnaitre les contradictions aux seins des luttes.***

Sur les façons d'analyser et d'investir cette lutte (en fait ces micros-luttes quotidiennes qui participent à la lutte générale), les points de vue divergent évidemment entre anarchistes et marxistes.

Néanmoins ne plus reconnaître la classe induit de cesser de comprendre que la lutte de classe est la locomotive de l'histoire. Faire ceci amènera invariablement à ne pas vouloir critiquer le mode de production capitaliste. Ne plus critiquer le MPC ou juste partiellement fait abandonner tout projet d'édification d'un mode de production socialiste. Par voie de conséquence, abandonner ce concept amène non plus à la révolution, mais à la révolte, la « rebelle-attitude » si prisée par les gauchistes. Ainsi on cède aux chants de deux illusoires et dangereuses sirènes.

La première Sirène, l'interclassisme.

Elle consiste à faire **cause commune avec une classe antagoniste** (ici prolétariat



et bourgeoisie par exemple). Dans un premier temps, l'interclassisme émerge en général dans le versant petit-bourgeois de la bourgeoisie et cherche à se « prolétarianiser » et à défendre des causes populaires. D'une part c'est souvent un échec car le prolétariat y voit une main mise politicienne sur son devenir et d'autre part, aux fins de visibilité médiatique, la petite-bourgeoise lorgne vers des combats visibles politiques et défendables « largement » par l'ensemble de la bourgeoisie moyenne. **On en arrive donc à défendre des causes d'ordre « nationales »** comme une délocalisation d'industrie en prétextant que le « capitalisme étranger », « la mondialisation », le « Grand Capital » est responsable de la situation. On défendra l'Etat bourgeois comme dernier rempart face aux ravages du « capitalisme international ».

C'est sur cette ligne que se trouvent souvent des confédérations de la CGT ou l'ensemble de SUD. Ce fut

le cas dernièrement mi-décembre lorsque « Thello » un train privé concurrent de la SNCF a été mis sur les rails à Lyon ou la lutte de l'Usine Fralib de Géménos fin Novembre 2011. C'est dans ce cadre que Pierre Laurent, secrétaire général du P « C » F a déclaré aux salariés : « *Unilever cache ses profits dans une banque en Suisse, en fait c'est gens là, ces multinationales n'ont qu'une patrie : c'est l'argent. Et c'est à cela qu'il faut s'attaquer* ». Tout y est , le nationalisme anti-suisse (un autre jour, c'est le nationalisme antiallemands à la grand-papa qui prédominera), l'opposition entre le vilain capital apatride et le gentil capital français et la focalisation sur les « banquiers »

La Deuxième sirène : La non-critique du mode de production capitaliste (MPC).

Cet interclassisme amène à élargir son spectre de lutte hors du prolétariat et à commencer à défendre un capitalisme amendé au profit du « principe de réalité », ou un capitalisme à « visage humain ».

En cela, on s'oppose aux multinationales, aux banques, aux financiers. Pourtant c'est ici encore une erreur : « *Le rapport monétaire entre le capitaliste et le travailleur, entre l'acheteur et le vendeur devient un rapport inhérent à la production. Mais ce rapport a son fondement dans le caractère social de la production et non dans le mode d'échange ; celui-ci, au contraire, émane de celui-là. Au demeurant, il est tout à fait conforme à l'esprit*

borné du bourgeois, tout à ses petits trafics, d'ignorer que le système d'échange a pour base le système de production et non l'inverse » (La Capital, Livre II).

Critiquer la « finance », « les banques », « l'argent », les « flux » est inutile car c'est ici un « média » une « surface », un « bien » de l'exploitation du prolétariat par le système du mode de production capitaliste. Produire national, local, ou « équitablement » créera toujours de l'argent, des flux, en somme du fric, et il faudra toujours des banquiers à un moment ou à un autre pour gérer ces flux. Cesser de vouloir le socialisme, terme ultime de l'interclassisme c'est ne plus vouloir la révolution socialiste, c'est alors la porte ouverte à toute les dérives. Par le passé, cela s'est déjà produit dans les marges du marxisme entre les années 1900 à 1915. C'est ainsi que Mussolini en abandonnant le « socialisme » et son idéologie « matérialiste » s'est réfugié dans la création des faisceaux fascistes. Idem en France pour Georges Sorel.

Cet ingénieur a voulu réviser le marxisme, le rendre non-déterministe, non-matérialiste, forger des mythes dont celui de la « grève générale » en somme adopter un comportement révisionniste qui le mènera vers la défense du fascisme. Il ne croit pas en la lutte de classe et propose des luttes interclassistes, il veut « critiquer » le marxisme, faire face à sa « décomposition », Il abandonne la notion de parti au profit de syndicat ainsi qu'il le dit lui-même dès 1898 dans son article « la crise du socialisme ». Il considère que la référence à la Commune de Paris est trop violente, il trouve attrait pour le parlementarisme, il défend Bernstein qui va fonder le SPD (parti Social-Démocrate allemand) en se détournant de l'aspect révolutionnaire et matérialiste du marxisme. L'historien Sternhell le note très bien :

« C'est ici qu'intervient Sorel. Ce socialiste français joue un rôle essentiel dans la poussée de la synthèse fasciste en ce qu'il est le premier à lancer une révision "révolutionnaire" du marxisme. Il préconise une révolution en dehors de la matrice marxiste traditionnelle. Puisque le capitalisme ne s'effondre pas et que les masses ne marchent pas à coups de raisonnements, Sorel remplace le contenu rationaliste et matérialiste du marxisme par le culte de l'énergie, l'intuition et la violence. Il entend donc corriger le marxisme en y introduisant des éléments irrationnels. La destruction du régime de démocratie libérale est aussi un fondement de la révision sorélienne : il faut bien comprendre que ce courant révisionniste se dresse autant contre le libéralisme que contre le marxisme, car ce sont des systèmes de pensée matérialistes qui considèrent la société comme un simple agrégat d'individus. Enfin, il ne reste plus aux disciples de Sorel qu'à remplacer par la Nation le prolétariat défaillant dans le combat contre la décadence démocratique et rationaliste. Ainsi s'ouvre progressivement la voie vers le fascisme »

On le voit si l'on lit Sorel que l'abandon de la lutte de classe et du prolétariat comme classe révolutionnaire amène à l'interclassisme, et celui-ci à la fin de la recherche de la révolution, au profit du syndicalisme de collaboration et de gestion ou du parlementarisme. Seulement, en période de crise du capitalisme, et de confrontation aigüe entre les classes au niveau mondial, la grande bourgeoisie ne choisit pas forcément l'option social-démocrate : une fraction de plus en plus importante, au contraire se tourne vers la solution fasciste.

C'est naturellement ce qui est en train de se passer avec l'intégration du Front National à la sphère de la démocratie bourgeoise, comme dans le reste de l'Europe avec les autres partis fascistes, mis sur le devant de la scène par les médias, considérés et

ANTIFA



présentés comme des politiciens respectables et soutenus par un nombre croissant de grands patrons.

Devant ce phénomène, la gauche soi-disant radicale ne trouve pas d'autre voie que de raccrocher ses wagons à ceux d'une partie de la bourgeoisie mondiale : Mélenchon et son parti se réfèrent de plus en plus à de prétendus « pays résistants », du Venezuela à Cuba, ou la classe ouvrière, pourtant lutte là bas aussi contre les prétendus dirigeants révolutionnaires.

Notre texte sur le social-fascisme et le fascisme social dénonçait une « gauchisation » aux fins électorales et-ou aux fins de dissimulation des idéologiques des fascismes, mais aussi une social-fascisation des gauches social-démocrates par un soutien (de moins en moins inconditionnel au fil des mois, il est vrai) à des tyrans presque tous membres ou anciens membres de l'Internationale Socialiste (Par exemple la Tunisie et l'Egypte...).

Nous avons redonné vie à un ancien concept oublié : le « social-fascisme », pas pour nous faire plaisir, mais pour expliquer tout d'abord la contamination fasciste de la social-démocratie, ce qui avait été étudié en son temps par les communistes d'Allemagne du KPD dans les années 20 et 30. Depuis ce concept a fait florès en ce sens qu'il nous a permis de comprendre la lente mais soudain exponentielle contamination de l'ensemble des gauches par le social-fascisme, jusqu' à la gauche radicale ou « extrême-gauche ».

Le problème est que cette stratégie de la gauche est vouée à l'échec : car ces modèles internationaux du social-fascisme sont aussi repris par les fascistes français, qui ne crachent pas sur Chavez et consorts, et pour cause. Leur nationalisme interclassiste, comme leur antisémitisme de plus en plus flagrant correspond très exactement à ce qu'ils cherchent à imposer ici.

En réalité, si l'éventail des solutions électorales est donc quasi-nul, celui des solutions accessibles dès lors que l'on se replace sur une ligne de classe internationaliste a de quoi rendre optimiste. Malgré les contradictions et la fascisation rampante, les affrontements de classe ne font que s'amplifier, en France comme ailleurs. C'est plus que jamais le moment de garder une ligne claire, fondée sur l'intérêt des prolétaires et le caractère irréconciliable de l'antagonisme entre les classes.

C'est cet antagonisme qui s'exprime dans les grèves locales, dans les mouvements contre la répression policière dans les quartiers populaires, dans les mouvements très durs et persistants des travailleurs issus de l'immigration et sans papiers malgré la violence des attaques dont ils sont victimes. A un moment ou à un autre, ce mouvement cherchera une expression politique unifiée et se détournera des sirènes nationalistes ou religieuses : on commence déjà à le voir en Tunisie, en Egypte ou en Grèce, ou les mouvements fascistes issus de l'islam politique ont intégré le pouvoir et sont contraints face aux revendications de la classe, de dévoiler leur nature contre-révolutionnaire.

Maintenir une ligne de classe inflexible et forcément antinationaliste, ce n'est pas s'isoler, c'est anticiper.

www.redskinheads-de-france.fr

POURQUOI LA CRISE ACTUELLE? 1.



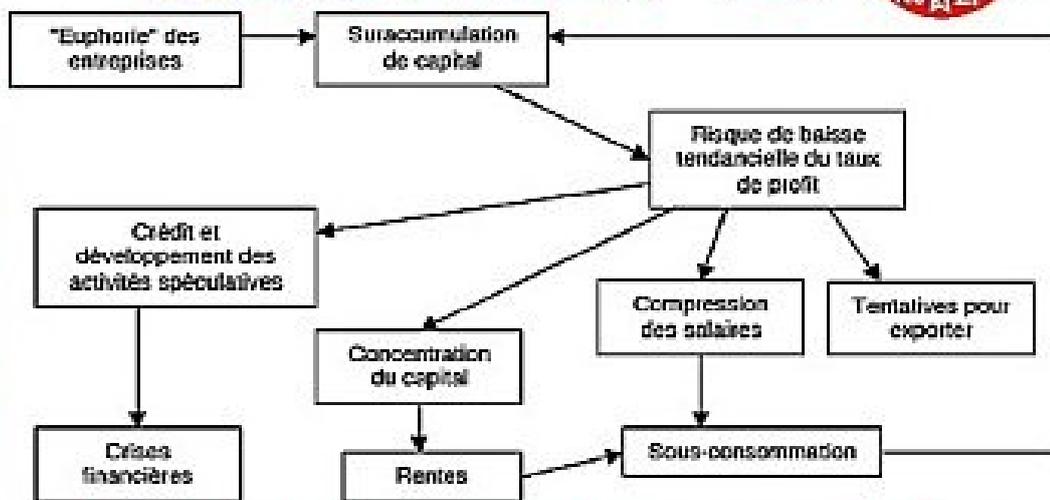
L'économie capitaliste est vouée à l'échec à cause de ses contradictions internes, notamment par la baisse tendancielle du taux de profit. Cette baisse tendancielle du taux de profit s'explique ainsi :

1. Ce qui donne sa valeur à une production, c'est le travail. Pour Marx (à la suite de Ricardo) la valeur d'un produit repose sur le travail utilisé pour sa production.
 2. La production est réalisée par du travail (capital variable en terme marxiste) et du capital (capital constant). L'évolution économique veut que les capitalistes aient de plus en plus besoin de capital constant pour produire (Les locomotives remplacent les machines à bras par exemple...).
 3. Il faut donc de plus en plus de capital pour produire mais la valeur de la production repose sur le travail.
 4. Comme les capitalistes ont de plus en plus besoin de capital constant pour produire, le taux de profit baisse sans cesse c'est la baisse tendancielle du taux de profit. L'un des moyens de faire remonter le profit sera de baisser les salaires. Les bénéfices des capitalistes sont donc amenés à baisser sans cesse (a).
 5. Dans un ultime effort pour soutenir leurs bénéfices, les capitalistes vont augmenter leur production, alors que dans le même temps les salaires baissent, la surproduction est donc inévitable (b).
- (a) + (b) : À long terme, le capitalisme est voué à l'échec. Rappelons que le capitalisme a aujourd'hui seulement 150 années d'existence, en somme depuis la première révolution industrielle jusqu'à nos jours. Les crises vont se multiplier...

ANTI F A



POURQUOI LA CRISE ACTUELLE? 2.



"L'euphorie" des entrepreneurs (pays émergents) conduit à la suraccumulation de capital ; celle-ci entraînerait la baisse tendancielle du taux de profit si les entreprises ne réagissent pas en comprimant les salaires et en essayant d'obtenir des rentes, d'où la situation de sous-consommation. Par ailleurs, les agents économiques s'engagent dans des activités spéculatives poussées par le crédit, qui sont des palliatifs à l'insuffisance de la production et qui débouchent sur des crises économiques.

SUR LES PROTECTIONNISMES : « LES 3 M : MELENCHON, MONTEBOURG ET MARINE (LEPEN) »

(Novembre 2011)

En 2007, la gauche comme la droite ont fait campagne sur la sécurité. Le tronc commun, c'était la « protection » des « honnêtes citoyens » contre les « délinquants ».

Deux cent trente mesures sécuritaires plus tard, le constat est sans appel : la crise, la misère, le désespoir ont entraîné plus d'insécurité pour tout le monde et imposé la guerre de tous contre tous. On s'entretue pour un mot de travers dans le métro, et surtout nombreux sont les prolos qui se suicident désormais, victime de l'insécurité patronale, sur leur lieu de travail.

Ce thème-ci est donc mis en sourdine par la gauche, qui cette fois a décidé de protéger « La France et les Français »...contre la mondialisation.

La situation est la même partout dans le monde pour les salariés, pour les pauvres, pour les prolétaires ? On s'en fout...une solution nationale fera l'affaire, pourvu qu'on érige enfin un mur assez grand pour que n'entre pas toute la misère du monde.

Difficile en effet de ne pas voir les convergences de vocabulaire entre trois candidats censés incarner des forces différentes sur l'échiquier politique officiel : Montebourg, Le Pen, ou Mélenchon proposent un chemin semblable où le protectionnisme soi-disant social est au centre des solutions proposées.

Mais concrètement en quoi cela consiste-t-il ? Et surtout dans une perspective de classe, qu'est ce que ces programmes impliqueraient pour les ouvriers, les salariés modestes, les chômeurs ?

1./ LES PROTECTIONNISMES DE MELENCHON A LEPEN

Les protectionnismes défendus actuellement consistent en quatre axes majeurs : les barrières douanières, aides aux grosses entreprises nationales, aides au développement de l'économie sociale et locale, et enfin la thèse des licenciements justes.

1./ Instaurer des barrières douanières pour que les produits étrangers soient plus cher que les produits fabriqués ou produits en France.

ANTIFA



Une grande partie des produits de première nécessité et des biens de consommation, sont soit produits ou fabriqués à l'étranger, soit produits ou fabriqués avec des produits eux-même importés. Mécaniquement, une hausse des barrières douanières entraînera une augmentation des prix, sans offre concurrente de la production « française » : or il est bien évident que la France ne va pas du jour au lendemain se couvrir d'usines qui fabriqueront tout ce qui n'est pas fabriqué actuellement. Par exemple, l'immense majorité des médicaments, que chacun devra bien continuer à se procurer quand il en a besoin, s'il le peut.

Ces mesures entraîneront donc une nouvelle chute brutale des conditions de vie de ceux qui déjà ont du mal à joindre les deux bouts et se privent du nécessaire. Et il est bien évidemment absurde de penser que la production française va brusquement décupler et que son prix baissera en conséquence : les capitalistes ne sont pas des moralistes, s'ils peuvent vendre à un certain prix, ils ne le baisseront pas par « patriotisme », l'augmentation des produits étrangers leur permettra au contraire de maintenir les leurs.

Quant à l'argument selon lequel le « dumping social » et le tirage des salaires vers le bas s'arrêterait sans la concurrence internationale créée par des pays où les conditions de travail des salariés sont pire, la réalité le balaye en deux minutes. Il y a en France, plein d'emplois qui ne sont pas délocalisables : ceux de la restauration, ceux du bâtiment, ceux des services à la personne. Ce sont ceux où les conditions de travail sont les pires, où la précarité est la plus grande, où les salaires sont bas par rapport à la charge de travail.

Cette première mesure entraînera donc des conséquences immédiates sur le niveau de vie des prolétaires. Certes, les sommes récoltées par les droits douaniers iront dans les caisses de l'Etat. Mais ensuite ?

2./ Instaurer des aides aux entreprises « bien de chez nous » et « prendre le contrôle » des entreprises vitales pour les « intérêts de la Nation ».



Les trois programmes évoquent la nécessité de « protéger » les secteurs stratégiques contre les « appétits étrangers »

Aucun des trois programmes n'entend cependant sortir de la légalité républicaine : donc pas d'expropriation possible des capitalistes qui possèdent des entreprises dans le secteur de la Défense, du Nucléaire, de la « recherche innovante »...Qu'il s'agisse de nationalisation ou de prise de contrôle de l'actionariat, il faudra donc que l'Etat cède

une contrepartie financière pour ces entreprises.

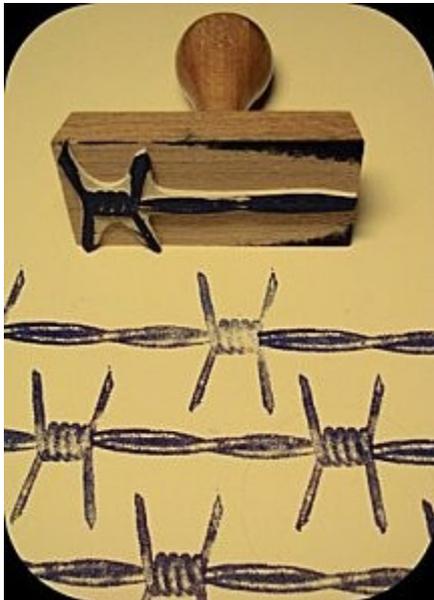
Ceci aura un coût énorme que les nouveaux droits de douane ne couvriront sûrement pas...mais entraînera aucun droit nouveau pour les salariés, puisque la déréglementation est à l'œuvre depuis longtemps dans le secteur public et para-public. De plus le recours à la sous-traitance généralisée est déjà effectif pour tous ces secteurs, et la

reprise en main de la maison-mère par l'Etat n'aura aucun effet sur cette situation, l'Etat lui même externalisant ses activités depuis des années.

Dans le même temps, nos trois « protectionnistes » se proposent d'aider notre « industrie », notre « agriculture » pour « produire local ».

L'aide aux entreprises françaises est la constante de toutes les politiques depuis des années : on file de l'argent public à qui emploie des jeunes , des seniors, des handicapés, des habitants des « zones sensibles », des « personnes éloignées de l'emploi », des apprentis...Bref il faut vraiment le vouloir pour être un patron qui emploie des salariés sans que le paiement du salaire soit financé en partie par l'Etat !

A cela s'ajoute l'aide aux entreprises innovantes, l'aide aux entreprises qui font du « développement durable », et les aides des collectivités locales simplement parce que telle entreprise a choisi un département plutôt que celui du voisin.



Nos trois candidats ne souhaitent donc qu'amplifier cette politique, en ajoutant de nouveaux critères , de nouveaux bons points à distribuer sous forme de subventions diverses aux « patrons responsables ». Cette fois ce seront ceux qui exploiteront en France prioritairement ! En parlant de capitalisme « coopératif » ou de « participation accrue des salariés », nos trois tribuns cherchent tous également à cacher la réalité aux salariés, à qui on promet, comme Sarkozy l'avait fait avant eux, une sorte de « gestion commune » de l'entreprise avec le patron.

Distribuer des places dans les conseils d'administration, ou dans de nouvelles instances paritaires, comme il en existe déjà dans les entreprises : on sait bien ce que cela signifie au quotidien, une multitude de permanents syndicaux qui passent leur temps dans des réunions sur ceci et cela , que plus personne ne contrôle et qui sont devenus une catégorie à part.

Nos candidats proposent d'aller encore plus loin, et d'instaurer un système où chaque salarié serait un « associé » du patron : dans le cadre capitaliste, où aucune entreprise ne peut échapper à la nécessité de réduire les coûts pour faire du profit, cela signifie que chacun d'entre nous au quotidien, devrait participer à sa propre exploitation , prendre en compte les intérêts de l' »entreprise » avant de défendre ses propres droits...

3./ Défendre nos PME, les petits patrons de l'économie sociale et solidaire, les commerçants...

Les trois candidats, comme d'ailleurs la présidente du MEDEF, ont tous la même rhétorique sur l'homme idéal, opposé au vilain capitaliste financier sans scrupules : le petit patron , humain et bosseur fou, voilà le sauveur suprême, celui qu'il faut encourager et choyer.

Il existe en version « nouvelle économie » : c'est le brave type du secteur associatif , qui crée des emplois en faisant travailler les pauvres dont personne ne veut, handicapés ou chômeurs « désinsérés », « jeunes en difficulté » ou « femmes illettrées ».

Toute personne ayant bossé ou bossant pour un « petit » patron ou une « sympathique » association appréciera....cela signifie ni plus ni moins qu'elle est condamnée à accepter ce qui serait considéré comme insupportable par nos candidats si cela se passait dans une multinationale.

On ne fait pas grève contre le « petit » patron, quand il nous impose des heures supplémentaires, quand il fait travailler l'apprenti dans des conditions de sécurité qui en tuent plusieurs chaque année. On ne se plaint pas quand on a un contrat précaire pourri mais que l'employeur fait dans l'humanitaire, ou le social et solidaire.

Sinon, on subit le chantage à l'emploi : se défendre, c'est faire couler une petite structure très fragile qui n'a pas les moyens de faire plus de social.

Tous ces discours réduisent donc des millions de salariés à la soumission, dans un secteur qui est en pleine expansion.

Et une fois l'idée acceptée qu'il y a des patrons devant lesquels on doit se soumettre « parce qu'ils ne font pas exprès d'exploiter », nos trois candidats en profitent.

4./ La théorie des licenciements justes

Nos trois candidats proposent tous noblement que le licenciement économique ne soit plus permis s'il n'est pas « justifié » par la situation de l'entreprise, et les trois citent l'exemple de la société qui engrange des dividendes pour les actionnaires mais licencie quand même...



Mais il y a donc des licenciements justifiés : les salariés et leurs syndicats devraient donc se battre uniquement quand l'entreprise est en très bonne santé...et une nouvelle fois toujours tenir compte des intérêts du patron avant de se révolter.

Au nom de la même idée, chacun des candidats s'élève contre les contrats précaires, mais chacun d'entre eux défend leur nécessité dans certains cas. Mélenchon trompe tout le monde avec son « 5% maximum » et « 10% pour les PME » dans ses discours oraux, mais oublie de citer son programme en intégralité , celui-ci ajoute « sauf dérogation JUSTIFIÉE »

Après cet exposé concret des mesures qui figurent derrière les grands mots à la mode, « protectionnisme social », « démondialisation », « nation protectrice », il n'est pas difficile de dégager la véritable idée force commune à tous nos candidats.

Il y aurait entre « certains » patrons et les salariés français, un intérêt commun et transcendant qui les opposerait au « reste du monde » : en acceptant cet intérêt commun à court terme, il serait possible de construire à long terme une petite oasis française de paix sociale et de prospérité.

Mais dans le court terme, il faudra accepter

- la notion de « dette commune » à résorber, et donc se résigner à certains sacrifices pour protéger les « gentils » patrons contre les « méchants ».
- l'octroi de toujours plus d'argent à une partie des entreprises, pour les « aider » à faire face à l'affreuse mondialisation
- le sacro-saint respect de la propriété privée qui exclut toute expropriation des capitalistes, et implique une dépense d'argent monumentale pour racheter les biens communs privatisés ces trente dernières années, sans garantie aucune sur les bienfaits de ce rachat pour les salariés et les usagers.



II./ APPELER UN CHAT, UN CHAT : VOILA L'ESSENTIEL DE NOTRE LIGNE : LE PROTECTIONNISTE EST ANTIPROLETARIEN ET SOCIAL-FASCISTE

L'analyse politique sérieuse consiste à se fonder sur le contenu défendu par un groupe ou un individu pour qualifier sa pensée politique, et non pas sur le contenant : cela signifie entre autres que chaque programme, chaque proposition doit être jugée pour ce qu'elle est, et non à partir de l'étiquette de celui qui s'en fait le promoteur.

Le protectionnisme et le nationalisme chauvin sont effectivement présents sous la même forme dans les programmes d'un parti classé à l'extrême-droite, le Front National, dans celui d'une fraction influente de la social-démocratie, le regroupement des partisans de Montebourg, dans celui d'une force désormais classée à l'extrême-gauche, le Front de Gauche.

Pourquoi ? Parce que les idéologies politiques ne naissent pas spontanément, elles sont le reflet des classes qui s'affrontent au sein de la société capitaliste, et des rapports de force existants. La caractéristique commune des partis se présentant aux élections, quelle que soit leur étiquette est de ne pas remettre en cause le capitalisme en tant que tel, et donc d'entériner d'office la société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme comme la seule possible.

Défendre la pérennité du capitalisme dans sa phase actuelle, c'est forcément aller contre l'intérêt du plus grand nombre et préserver la domination de la bourgeoisie : il n'est

donc nullement étonnant que l'une des solutions pour y arriver, le social-fascisme soit présent en germe ou dans sa forme la plus aboutie dans les programmes de partis apparemment très différents. Qu'est ce que le social-fascisme, à quel moment du développement du capitalisme, se répand-il au sein de la société ? Nous en avons longuement parlé [ici](#) , en insistant sur ses caractéristiques immuables. En faire un bref rappel montrera qu'elles s'appliquent aussi bien à Mélenchon, qu'à Montebourg ou à Le Pen.

- **Culte d'un leader-sauveur** : on met en avant un « homme providentiel » capable de redresser la gauche moribonde, sur une liste unitaire, une gauche "vraiment de gauche";

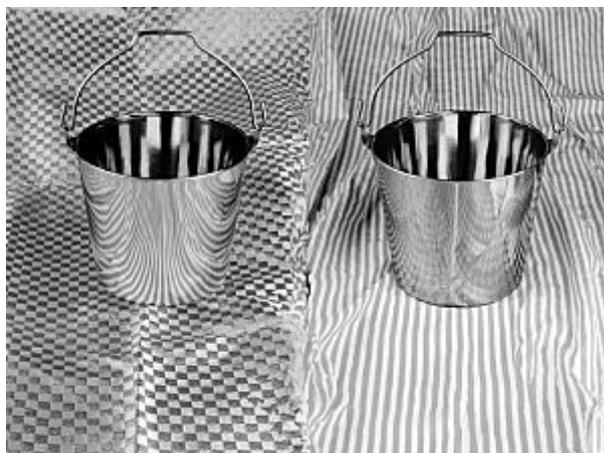
- **Manichéisme** : on ne fait des pas distingo, ou l'on est contre la gauche incarné par le leader ou on est « de droite » ou « stalinien ».

- **Culture de la persécution** : les journalistes déforment toujours les propos, c'est pour cela que le peuple n'entend pas les arguments, les gens ne lisent pas les ouvrages du leader donc ne comprennent pas le programme...

- **Dénonciation des élites et des grands dirigeants et non du système économique** : on ne cible pas le mode de production capitaliste mais on s'en prend aux grands financiers qui font dérailler le système, aux grandes familles de la finance

- **Provocation** : on crée le spectacle par des mises en scène provocantes. On arbore des signes distinctifs, on joue à la meilleure « petite phrase ».

- **Relativisme historique** : par exemple on critique le communisme comme un errement fasciste, mais on salue la valeur des militants d'alors, auquel on ne cesse de se comparer, en se présentant par exemple comme l'incarnation contemporaine de la Résistance à l'occupant nazi.



certaines politiques, dont le protectionnisme.

Pour autant , il ne s'agit pas de tracer un trait d'égalité entre des fascistes assumés, des fascistes qui se cachent derrière le masque de la démocratie, et des politiciens qui se vivent eux-mêmes comme des gens de gauche. Nous parlons de processus et de tendances, dans lesquels la manière dont les individus et les politiques se perçoivent eux-mêmes n'entre que très peu en ligne de compte au regard du résultat obtenu, la diffusion du poison nationaliste au sein de la s qui l'empêche de voir clairement la nature bourgeoise de

III./ PETIT THEATRE DES HORREURS : QUI QUALIFIER DE QUOI DANS TOIT CE CIRQUE?

Ceux qui propagent ces idées « protectionnistes », antiprolétariennes, interclassistes sur fond social peuvent aisément se classer en trois catégories, qui peuvent fort bien s'affronter entre elles tout en allant dans le même sens global.

ANTIFA



- **« l'aile-gauche » du fascisme, c'est les groupes se réclamant d'une certaine « idée de la nation » en proposant un discours stérilement révolutionnaire ne mettant jamais en cause le mode de production capitaliste.** C'est le cas des nationaux-révolutionnaires, des nationaux-bolchéviques peu présents en France et des groupes prônant une prétendue 3ème voie entre capitalisme et communisme. Ces groupes assument généralement une apologie franche ou partielle des régimes fascistes du passé, ou des dictatures fascistes du présent, par exemple la Russie de Poutine ou la Syrie de Bachar El Assad.
- **Les Proto-fascistes sont des individus ou des groupes qui sont d'obédience fasciste, mais cachent cela sous une terminologie autre.** Est proto-fasciste également toute personne qui transmet un discours de ce type sans éprouver le moindre recul critique. Sur les réseaux sociaux comme Facebook, beaucoup de discours sont ainsi véhiculés. Alain Soral est l'archétype du proto-fasciste, se déclarant social sur certains points et nationaliste sur d'autres renvoyant ainsi à la fameuse phrase de Hitler : " *Notre National-Socialisme est le futur de l'Allemagne. Bien que ce futur soit économiquement résolument à droite, nos coeurs resteront à gauche. Mais par dessus tout, jamais nous n'oublierons que nous sommes Allemands.*" Les proto-fascistes ne s'assument pas comme fascistes, mais n'hésitent cependant pas à mettre en avant des auteurs fascistes, au nom du droit d'inventaire qui leur permet de banaliser petit à petit le fascisme dans son ensemble, à en faire une opinion comme une autre.
- **Les fascistoïdes ; Se dit « fascistoïde » un individu, un groupe ou une idéologie qui en ne respectant pas les canons de la pensée fascistes lui trouve sur certains points de l'attrait et de l'intérêt.** C'est le cas d'une grande majorité de penseurs actuels qui veulent « dédramatiser » le FN avec l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête. Sans être parfaitement fasciste, ni conscient de la tournure fasciste des événements, la pensée ou l'individu fascistoïde reprend les grandes idées du fascisme (culte du chef, nationalisme, protectionnisme, corporatisme...). Le discours est souvent celui-ci : « *il y a de bonnes idées dans le programme du FN* », « *Marine n'a pas tort* ». Ceux qui incarnent la pensée fascistoïde ont comme caractéristique de reprendre inmanquablement les poncifs des fascistes assumés : louange de la Nation, éloge des divers avatars de la petite bourgeoisie (le commerçant, le petit patron, l'exploitant agricole, l'entrepreneur audacieux) décrits comme étant les forces vives de la Nation, dénonciation de la nocivité économique et culturelle de la « mondialisation » et de la modernité, nostalgie pour l'état antérieur du capitalisme, défense d'un Etat fort.

IV. L'APORIE SOCIAL-FASCISTE

Le social-fascisme est bien « [le socialisme des imbéciles](#) » : mais seulement si l'on prend cette expression comme celle qui résume la pensée des politiciens qui le propagent. Montebourg, Mélenchon ou Le Pen se font cette même idée de leurs électeurs potentiels, les prolétaires : ceux-ci seraient des imbéciles finis aisément manipulables du moment qu'on

ANTI F A



leur parle à coup de simplifications hâtives, de formules choc et en désignant quelques boucs émissaires à leur légitime colère.

Peu importe ou ils veulent vraiment aller, ils emmènent le prolétariat dans le même mur, celui de l'analyse faussée des causes, de l'état actuel de la société.

Gabriel Péri, mort fusillé par les nazis avait trouvé un outil imparable pour reconnaître les vrais révolutionnaires des faux par ce principe : « ***Dis moi qui tu favorises, je te dirai qui tu es*** ». Mélenchon, Montebourg ou Le Pen, comme nous l'avons vu n'ont aucune intention de s'en prendre au capitalisme lui-même : leurs gesticulations et leurs évitements ne peuvent que les amener à désigner de fausses responsabilités

Le social-fascisme érige des boucs-émissaires, les banquiers et « les gens de la finance » ce qui amène de manière imparable à l'antisémitisme. Aucun parti, aucun politicien n'a jamais évité cet écueil en plusieurs siècles. Rappelons nous cette charge du journal *La Petite République* dont le directeur de publication est Jean Jaurès, en 1895, contre les banquiers : « *Ces Juifs rapaces comme cette bande de Rothschild qui écrasent l'Europe entière de leur tyrannie et de leurs milliards(...) ces financiers cosmopolites* » ou encore cette déclaration de Jaurès lui-même dans son journal : « *La race juive, concentrée, passionnée, subtile, toujours dévorée par une sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas par la fièvre du , manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corruption et d'extorsion* » (7 juin 1898). Oui le Dreyfusard tardif si utilisé par Mélenchon, Montebourg et Le Pen comme référentiel fut antisémite !

Dans sa lettre ouverte en date du 11 octobre 2011 que le leader du front de gauche adresse à Arnaud Montebourg, il écrit : « ***Le programme du Front de Gauche propose de combattre la spéculation et la financiarisation de notre économie en interdisant les ventes de gré à gré, les ventes à découvert et les produits spéculatifs et en bloquant les échanges de capitaux avec les paradis fiscaux.***



Nous imposerons également la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement. Nous interdirons les stock-options et les engagements hors bilan et obligerons les entreprises à la transparence financière. Les mouvements internationaux de capitaux à des fins de spéculation et de placement financier seront contrôlés et taxés à nos frontières». Jean-Luc Mélenchon

répond à Montebourg également sur le développement économique local en écrivant notamment : « ***Je prône une relocalisation écologique maximale de notre production agricole et industrielle. Pour cela, le Front de Gauche défend l'instauration d'un visa social et écologique qui permettra de bloquer les productions délocalisées pour des raisons de dumping social et fiscal.*** ». En somme, il s'agit de l'apologie du

capitalisme local contre la « pieuvre » mondialiste apatride de la finance...tout est dit.

L'on pouvait encore l'année dernière lorsque nous évoquions ces convergences et cette ligne semblable dans la social-démocratie, à l'extrême-gauche ou à l'extrême-droite dans de nombreux textes, nous accuser d'exagération à partir de présupposés théoriques non vérifiés massivement dans la pratique.

Mais depuis le mouvement des Indignés français, dont nous avons déjà dénoncé la **tourneure** à ses débuts est venu concrétiser dans les faits ce que nous avançons : l'un de ses principaux animateurs, Benjamin Ball se revendique du Front de gauche qui a manifesté massivement lors de la dernière manifestation parisienne du mouvement. Mais dans le même temps, l'inspirateur revendiqué des Indignés, Stéphane Hessel, dont nous avons **analysé** le rôle moteur dans la propagation de l'antisémitisme et de l'anti-communisme chauvin a lui rejoint l'aile social-démocrate. Et dans le même temps encore, les représentants des Indignés dans les médias, notamment intervenus dans l'émission de Zemmour et Naulleau sont des membres de Solidarité et Progrès, parti d'extrême-droite omniprésent ces derniers temps.

Il y a donc bien sur le terrain une fusion progressive des tendances social-fascistes issues de divers points de l'échiquier politique et une tentative de main mise sur le mouvement de classe en cours.

Montebourg s'adresse beaucoup aux couches moyennes et à la petite-bourgeoisie intellectuelle, et son think thank « Nouvelle France » aura essentiellement pour vocation de propager le nationalisme en leur sein, et l'on pourra y dire les mêmes choses qu'au Front National en ayant la conscience tranquille : ce n'est pas un hasard si Emmanuel Todd a été un des premiers penseurs à rejoindre la formation. Pionnier du soi-disant protectionnisme de gauche, Todd anime son site avec un ex-conseiller de Ben Ali, entre autres...

Mélenchon vient lui de lancer un « Front des Luttes », et à cette occasion, de nombreux dirigeants syndicaux, responsables de l'étouffement des luttes de ces dernières années, tel Didier Le Reste, de la CGT Cheminots ont enfin dit pour qui ils roulaient. Sur ce terrain, la concurrence sera rude avec le Front, qui lui, aussi joue désormais la carte syndicale.

En attendant, la lutte des classes mondialisée se poursuit et s'amplifie partout : les social-fascistes de tous bords ne pourront pas toujours détourner l'attention des prolétaires de la formidable avancée planétaire des mouvements de classe, qui préfigure une révolution qui sera tout sauf nationale.

Quelques autres textes sur l'économie, le fascisme, et la tentative de mainmise sur les mouvements de classe, à l'heure de la crise mondiale du capitalisme

-Fascisme social et social-fascisme

De Chavez à Casapound en passant par Mélenchon, un inventaire des convergences...

-Identitaires : exploiter local, une idée dans le vent

Analyse des convergences entre le programme du Bloc Identitaire et celui de la social-démocratie, faite il y a un an. Depuis le Bloc a appelé à voter Montebourg aux primaires citoyennes

-Crise, capitalisme et programme fasciste : le FN n'est pas le parti des ouvriers

Un retour détaillé sur le programme du Front, qualifié de "social " par les médias qui ne détaillent cependant jamais son contenu !

-Fabien Engelmann : Itinéraire exemplaire d'un bureaucrate ordinaire

Comment passe-t-on de la gauche de la gauche au Front ?

SUR LA TAXE D'HABITATION, CE QUI SE CACHE DERRIERE L'AGITATION MENEES PAR LE FRONT NATIONAL ET LE PARTI DE LA FRANCE (Novembre 2011)

Nous avons consacré nombre d'article à la réalité des programmes fascistes sur la question sociale en général.

Mais parfois un petit exemple est aussi utile qu'une étude détaillée des prises de position du Front National ou des autres formations fascistes, surtout, quand dans la pratique, cet exemple constitue un thème de mobilisation récurrent des fascistes sur le terrain social. C'est le cas en ce qui concerne l'agitation menée par le Front localement, mais aussi par le Parti de la France de Karl Lang dans le Nord autour de la taxe d'habitation. Agitation qui a entraîné une manifestation, ayant réuni plusieurs centaines d'habitants, dont de nombreux foyers modestes à Tourcoing le 4 novembre.

La taxe d'habitation est un impôt qui ne correspond pas à un statut économique particulier, le fait d'être propriétaire ou une entreprise, ou d'exercer une activité dans un certain domaine. Il est uniquement lié au fait de vivre dans une commune, et c'est chaque commune qui en fixe le montant, celui-ci étant calculé selon la valeur locative du logement dans lequel on vit. Et ce qu'on occupe ce logement comme locataire, comme propriétaire ou à titre gratuit.

Pour les prolétaires, c'est un impôt dont le mode de calcul reflète bien le caractère de classe de l'Etat, prétendument neutre : un habitant d'une commune ne règle absolument pas un montant proportionnel à ses ressources, bien au contraire.

D'abord parce que la valeur locative du logement n'est que très rarement réévaluée, les calculs se référant à des données datant du début des années 70. Depuis les quartiers ont bien changé, mais un HLM devenu totalement pourri peut très bien être toujours considéré comme ayant plus de valeur locative qu'un appartement à Neuilly.

De plus, une famille modeste se saignant aux quatre veines pour payer son loyer dans un logement pourri et trop petit pour elle, pourra très bien payer la même taxe que la famille voisine, beaucoup plus aisée, qui vit dans un logement rénové.

Ensuite, la taxe d'habitation est souvent plus élevée dans les villes riches que dans les villes populaires. Pourquoi ? Tout simplement parce que certaines communes aisées ont bien plus de ressources disponibles au travers d'autres impôts et taxes, notamment sur les plus values immobilières, et ménagent leurs électeurs...A l'inverse les villes populaires se fondent beaucoup sur cet impôt pour se financer (ce qui ne signifie pas évidemment qu'elles redistribuent l'argent dans le social...)

Depuis très longtemps, la bataille pour le non-paiement de la taxe d'habitation par les prolos a été menée par des syndicats, des collectifs de chômeurs et précaires, à partir de mobilisations locales fondées sur une revendication globale : la taxe d'habitation, telle qu'elle est est injuste, et c'est un impôt qui ne doit pas frapper les catégories sociales modestes. Combat de classe, mené aussi bien au travers de l'entraide

pour les demandes d'exonération individuelles, que d'actions autour de nombreux dossiers. C'est une lutte qui a souvent uni au quotidien des retraités et des précaires, des chômeurs isolés et des familles nombreuses, contre des élus locaux, de droite comme de gauche, dont nous sommes doublement victimes dans un mécanisme qui ne fait que s'amplifier sous prétexte de crise : d'un côté la taxe d'habitation augmente « pour renflouer les caisses des collectivités locales », et la payer est de plus en plus dur, de l'autre on prétexte le vide de ces mêmes caisses pour diminuer les prestations sociales communales ou départementales.

Les fascistes dans tout ça ? Depuis qu'ils se sont autoproclamés défenseurs des « petits », ils ne se contentent plus de ce qu'ils ont fait pendant des années, à savoir faire de la rhétorique contre les impôts en général, liberticides, servant à nourrir de prestations sociales indues les étrangers et les feignasses bien de chez nous, notamment les chômeurs.

La critique de l'impôt dans les années 90 et 2000 était par exemple chez le Front National axée autour d'une propagande libérale et pro-patronale. Ainsi, c'est à Nîmes, ville où l'électorat du Front est très aisé, qu'avaient et qu'ont toujours lieu des campagnes pour la suppression des impôts locaux jugés exorbitants, et de manière générale, le Front militait surtout pour alléger la charge des entreprises, notamment en ce qui concernait la taxe professionnelle. Mais aujourd'hui, c'est le prolo qu'on a envie de séduire : alors brusquement, on parle au Front comme au Parti de la France, avec des trémolos dans la voix, du poids intolérable que fait peser la taxe d'habitation sur « tout le monde ». Et l'on tente comme dans le Nord, de mobiliser largement pour la suppression de la taxe d'habitation, notamment dans les quartiers populaires, en espérant ainsi concurrencer ou remplacer collectifs et syndicats, là où la lutte de classe ordinaire a été désertée.

Pourquoi pas, s'il s'agit de supprimer une charge pour les ménages ouvriers et modestes ?

Tout simplement parce que ces ménages seront les dindons d'une farce qui vise uniquement à avantager les plus riches, et à leur permettre de se désinvestir totalement du financement obligatoire de la collectivité.

Qu'exigent les fascistes ? La baisse globale des impôts locaux, voire la suppression de certains d'entre eux. Evidemment, dans un premier temps, les pauvres n'en paieront plus non plus si c'était le cas.

Et dans l'immédiat, on peut très bien imaginer des mobilisations locales interclassistes organisées par les sections fascistes locales qui aboutissent à l'exonération immédiate pour un certain nombre de dossiers concernant la taxe d'habitation.

Mais ensuite ?

Cette agitation a un seul objectif, rendre populaire le programme fasciste concernant les impôts : celui-ci a été détaillé par Marine Le Pen, par exemple en avril 2011, dans ses documents de travail programmatiques. Il vise à supprimer la taxe foncière, et à la fusionner avec l'ISF. La taxe foncière est payée par l'ensemble des propriétaires, et ne concerne pas les locataires. Dans ce programme, également, l'impôt sur les sociétés serait profondément revu, pour permettre un taux d'imposition beaucoup plus bas pour les entreprises « françaises », pour les PME, bref pour la majorité du patronat.

Autre point du projet : la réduction drastique des dépenses des Conseils Généraux, dont Marine Le Pen pointe l'augmentation. Le Conseil Général depuis les lois de décentralisation est une instance déterminante pour les droits des classes populaires, notamment en cas de chômage ou de difficultés de la vie quotidienne. C'est lui qui gère le RSA et l'Allocation Parent Isolé, mais aussi tous les fonds liés à l'Aide Sociale à l'Enfance, par exemple, l'attribution d'aides exceptionnelles quand on ne peut plus subvenir aux besoins quotidiens des gamins, ou qu'on doit acheter un bien nécessaire mais coûteux pour un petit budget, comme une poussette ou un frigo. Le Conseil Général s'occupe aussi de la gestion de l'APA, destinée aux personnes âgées à petits revenus, et qui leur permet d'avoir quelques maigres heures d'aide à domicile.

Depuis des années, tous ces droits ont été attaqués par les capitalistes, grâce notamment à la mise en œuvre de la décentralisation : l'Etat ne paye jamais l'intégralité des budgets du RSA ou de l'APA aux départements. Ceux-ci de gauche comme de droite, prétextent cette situation et la crise pour adopter des budgets d'austérité et réduire sans arrêt ces droits, tout en augmentant sans cesse les subventions aux entreprises, directes ou indirectes par la prise en charge d'une partie des salaires au travers des emplois aidés.

Les mobilisations fascistes contre les impôts locaux ne sont rien d'autre qu'un accompagnement et une amplification de cette politique dirigée contre les prolos : la baisse des impôts locaux POUR TOUS sera une nouvelle manière de laisser dans la poche des riches et des exploités ce qui y est déjà, pendant que les exploités se feront reprendre dix fois ce qu'on leur aura octroyé une fois, c'est à dire l'éventuelle suppression de la taxe d'habitation. L'argument de la caisse vide sera utilisé pour supprimer les derniers droits existant au niveau régional, local, départemental.

Ce n'est pas un hasard si les fascistes se retrouvent avec l'UMP pour exiger cette baisse générale des impôts locaux dans certaines villes du Nord, une région où le maigre filet social existant conditionne la survie de beaucoup d'habitants, qui oscillent entre chômage et contrats précaires sous payés.

Voilà le programme social des fascistes et ses conséquences à très court terme...rien à voir évidemment avec le combat de classe qui se mène depuis des années pour exonérer les classes populaires de la taxe d'habitation.

Ces quelques extraits sont issus d'un texte d'Antonio Gramsci écrit en 1924, alors que les fascistes étaient déjà au pouvoir en Italie : cependant, il est utile à la compréhension de la situation actuelle. D'abord parce qu'il pose la nature de classe du fascisme, porté par la petite-bourgeoisie, mise à mal par l'évolution du capitalisme, mais revancharde et haineuse envers la classe ouvrière, elle qui a toujours assuré le travail de police sociale contre celle-ci. Rien n'a changé et dans les figures sociales glorifiées par les fascistes, le commerçant, le petit patron, le cadre « moyen » sont toujours en bonne place.

Ensuite, Gramsci définit la tâche des communistes et son analyse, elle aussi est essentielle dans la période actuelle : elle est courageuse, car Gramsci refuse le maximalisme, c'est à dire le repli sur soi des révolutionnaires qui se refusent au travail quotidien au sein du prolétariat tel qu'il est tout en annonçant la révolution prochaine qui les dispenserait d'une ligne de masse. Mais Gramsci refuse aussi la ligne de compromis avec la social-démocratie au nom de la lutte contre le fascisme.

Sa voie : le combat partout et toujours, au sein de chaque village, de chaque usine, de chaque cellule syndicale, de chaque quartier. La lutte de classes sans concessions, mais à partir des combats prolétaires, pour leur intérêt immédiat sans jamais oublier leur intérêt permanent.

*On dit généralement, et nous aussi, communistes, l'affirmons fréquemment, que la situation italienne actuelle est caractérisée par la ruine des classes moyennes : c'est un fait, mais il s'agit d'en comprendre toute la portée. La ruine des classes moyennes est délétère, parce que le système capitaliste, loin de se développer, subit au contraire une limitation ; cette ruine n'est pas un phénomène en soi, susceptible d'être examiné à part et dont les conséquences puissent faire l'objet d'un traitement indépendant des conditions générales de l'économie capitaliste, cette ruine est la crise même du régime capitaliste qui ne réussit plus et ne pourra plus réussir à satisfaire les exigences vitales du peuple italien, qui ne réussit plus à assurer à la grande masse des Italiens le vivre et le couvert. Que la crise des classes moyennes se trouve être aujourd'hui au premier plan n'est qu'un fait politique contingent, ce n'est que l'apparence de cette période que, précisément pour cela, nous appelons « fasciste ». Pourquoi ? Parce que le fascisme est né et s'est développé, sur le terrain de la phase initiale de cette crise ; parce que le fascisme a lutté contre le prolétariat et qu'**il est parvenu au pouvoir en exploitant et en organisant l'inconscience et l'esprit moutonnier de la petite bourgeoisie, ivre de haine contre la classe ouvrière qui parvenait, grâce à la force de son organisation, à atténuer, en ce qui la concernait, les contrecoups de la crise capitaliste.** (...)*

Le monopole du crédit, le régime fiscal, la législation des loyers, ont écrasé la petite entreprise commerciale et industrielle : il y a eu un véritable transfert des richesses de la petite et de la moyenne bourgeoisie vers la grande bourgeoisie, sans que se développe en même temps l'appareil de production ; le petit producteur n'est même pas devenu un prolétaire ; il n'est qu'un affamé perpétuel, un malheureux sans espoir d'avenir. L'emploi de la violence fasciste pour contraindre les épargnants à investir leurs capitaux dans une direction déterminée n'a guère été fructueuse pour les petits industriels : quand la manœuvre a réussi, elle n'est parvenue qu'à transférer les effets de la crise d'une couche de la population sur une autre et a ainsi contribué à accroître et grossir encore le mécontentement et la défiance des épargnants à l'égard du monopole qui existe dans le domaine de la banque, monopole que vient aggraver la tactique de coups de main à

laquelle les grandes entreprises doivent recourir pour s'assurer du crédit dans le marasme général. (...)

La caractéristique du fascisme consiste en ce qu'il est parvenu à constituer une organisation de masse de la petite bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire qu'une chose pareille se produit. L'originalité du fascisme réside en ce qu'il a trouvé la forme d'organisation adaptée à une classe sociale qui a toujours été incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire : cette forme d'organisation est celle de l'armée en campagne. La Milice est donc le pivot du Parti National Fasciste ; on ne peut dissoudre la Milice sans dissoudre également le Parti tout entier. Il n'existe pas de Parti fasciste capable de transformer la quantité en qualité, pas de Parti fasciste qui soit un appareil de sélection politique pour une classe ou pour une couche sociale ; il n'existe qu'un agrégat mécanique indifférencié et indifférenciable du point de vue des capacités intellectuelles et politiques, qui ne vit que parce qu'il a acquis dans la guerre civile un esprit de corps extrêmement vigoureux, grossièrement identifié avec l'idéologie nationale. Sorti du terrain de l'organisation militaire, le fascisme n'a rien donné et il ne peut rien donner, et d'ailleurs même sur ce terrain, ce qu'il peut donner est très relatif.

*Ainsi fabriqué par les circonstances, le fascisme est incapable de réaliser aucun de ses postulats idéologiques. Le fascisme dit aujourd'hui qu'il veut conquérir l'État, il dit en même temps vouloir devenir un phénomène essentiellement rural. Il est difficile de comprendre comment ces deux affirmations peuvent aller de pair. Pour conquérir l'État, il faut être capable de remplacer la classe dominante dans les fonctions qui ont une importance essentielle pour le gouvernement de la société. En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'État signifie avant tout conquérir l'usine, avoir la possibilité de l'emporter sur les capitalistes dans la direction des forces productives du pays. Ceci peut être fait par la classe ouvrière, ce ne peut être fait par la petite bourgeoisie qui n'a aucune fonction essentielle dans le domaine de la production et qui, au sein de l'usine, en tant que catégorie industrielle, exerce essentiellement une fonction policière qui n'est pas productive. **La petite bourgeoisie ne peut conquérir l'État qu'en s'alliant à la classe ouvrière, qu'en acceptant le programme de la classe ouvrière, c'est-à-dire en acceptant de remplacer le Parlement par le système des Soviets dans l'organisation de l'État et le capitalisme par le communisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale.** (...)*

Quelles doivent être l'attitude politique et la tactique de notre Parti dans la situation actuelle ?

Si la situation est « démocratique », c'est parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées au sein du peuple indifférencié. C'est pourquoi, quel que puisse être le développement immédiat de la crise, nous pouvons seulement prévoir une amélioration de la position politique de la classe ouvrière et non sa lutte victorieuse pour le pouvoir. La tâche essentielle de notre parti réside dans la conquête de la majorité de la classe travailleuse, la phase que nous traversons n'est pas celle de la lutte directe pour le pouvoir, mais une phase préparatoire, de transition vers la lutte pour le pouvoir, en somme, c'est une phase d'agitation, de propagande, d'organisation. Ce qui n'exclut évidemment pas que des luttes sanglantes puissent se produire, et que notre Parti ne doive, bien entendu, s'y préparer dès maintenant et être prêt à les affronter ; au

ANTI F A



contraire : ces luttes elles-mêmes doivent être replacées dans le cadre de la phase de transition ; il faut y voir des éléments de propagande et d'agitation en vue de la conquête de la majorité. S'il existe dans notre parti des groupes ou des tendances qui, par fanatisme, voudraient forcer la situation, il faudra lutter contre eux au nom du Parti tout entier, au nom des intérêts vitaux et permanents de la révolution prolétarienne italienne. La crise Matteotti nous a apporté, sur ce point, plusieurs enseignements. Elle nous a appris que les masses, après trois ans de terreur et d'oppression, sont devenues très prudentes et ne veulent avancer qu'à pas comptés. Cette prudence s'appelle réformisme, elle s'appelle maximalisme, elle s'appelle « bloc des oppositions ».

Elle est certainement destinée à disparaître, et même dans un laps de temps assez court ; **mais en attendant, elle existe et ne peut être surmontée que si, jour après jour, en toute occasion, à tout moment, tout en continuant d'avancer, nous ne perdons pas le contact avec l'ensemble de la classe travailleuse.** De même, il nous faut lutter contre toute tendance de droite qui chercherait un compromis avec les oppositions, qui tenterait d'entraver les développements révolutionnaires de notre tactique et le travail de préparation de la phase à venir.

La première tâche de notre parti consiste à s'équiper de façon à devenir capable de remplir sa mission historique. Il doit y avoir dans chaque usine, dans chaque village, une cellule communiste qui représente le Parti et l'Internationale ; elle doit savoir travailler politiquement et être capable d'initiative. Pour cela, il faut lutter contre une certaine passivité qui existe encore dans nos rangs, contre la tendance à ne pas élargir les rangs du Parti. Nous devons au contraire devenir un grand parti, nous devons chercher à attirer dans nos organisations le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans révolutionnaires pour les préparer à la lutte, pour former des organisateurs et des dirigeants de masse, pour élever leur niveau politique. L'État ouvrier et paysan ne peut être construit que si la révolution dispose de beaucoup d'éléments politiquement qualifiés ; la lutte pour la révolution ne peut être victorieuse que si les grandes masses sont encadrées et guidées dans toutes leurs formations locales par des camarades honnêtes et capables. Autrement, on en reviendrait vraiment, comme le proclament les réactionnaires, aux années 1919-1920, c'est-à-dire aux années de l'impuissance prolétarienne, aux années de la démagogie maximaliste, aux années de la défaite des classes laborieuses. Nous non plus, communistes, nous ne voulons pas revenir aux années 1919-1920.

Un grand travail doit être accompli par le Parti dans le domaine syndical. Sans grandes organisations syndicales on ne sort pas de la démocratie parlementaire. Libre aux réformistes de ne vouloir que de petits syndicats, libre à eux de ne former que des corporations d'ouvriers qualifiés. Nous, communistes, nous voulons le contraire de ce que veulent les réformistes et nous devons lutter pour réorganiser les grandes masses. Certes, il faut poser le problème concrètement et pas seulement de façon formelle. Si les masses ont déserté le syndicat, c'est parce que la Confédération générale du travail, qui est pourtant d'une grande efficacité politique (elle n'est rien d'autre que le Parti unitaire), ne se préoccupe pas des intérêts vitaux des masses. Nous ne pouvons envisager de créer un nouvel organisme qui ait pour but de pallier l'impéritie de la Confédération ; nous pouvons cependant, et nous le devons, nous attaquer au problème de développer, grâce aux cellules d'entreprise et de village, une activité effective. Le Parti communiste représente la totalité des intérêts et des aspirations de la classe travailleuse : nous ne sommes pas un simple parti parlementaire.

Notre parti mène par conséquent une véritable et authentique action syndicale, il se met à la tête des masses jusque dans les petites luttes quotidiennes pour les salaires, pour la durée de la journée de travail, pour la discipline d'usine, pour les logements, pour le pain.

Nos cellules doivent pousser les Comités d'entreprise à incorporer toutes les activités prolétariennes dans leur fonctionnement. Il faut par conséquent susciter dans les usines un vaste mouvement susceptible de déboucher sur une organisation de comités prolétariens de ville élus directement par les masses : dans la crise sociale qui s'annonce, ces comités pourraient prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple travailleur. Si elle s'accompagne du retour dans l'organisation de tous les éléments d'avant-garde pour y combattre les actuels dirigeants réformistes et maximalistes, cette action effective dans l'usine et dans le village revalorisera le syndicat en lui rendant un contenu et une efficacité. Quiconque se tient aujourd'hui à l'écart des syndicats n'est pas un militant révolutionnaire mais un allié des réformistes : il pourra bien faire de la phraséologie anarchisante, il ne fera pas bouger d'un millimètre les conditions inexorables dans lesquelles se déroule la lutte réelle.

A.Gramsci, La crise italienne, 1924

ON A RAISON DE SE REVOLTER**(Juillet 2011)**

Il ne reste rien de ces prétendus acquis politiques contrairement à ce qu'affirment les réactionnaires et d'autres groupes politiques ossifiés dans l'immobilisme, il n'en reste rien car ses formes de lutte sont éculées, seule reste présente l'expérience révolutionnaire du passé (Commune de Paris, 1917...) dont nous sommes porteurs. C'est parce qu'il n'y a pas d'acquis politique que la classe ouvrière doit mener la lutte de classes au quotidien.

Les maigres acquis sociaux obtenus, eux, se délitent. Les bourses d'étude confinent les étudiants à la misère, la prostitution devient un moyen de vivre de plus en plus récurrent pour les femmes et les hommes, les soins des familles sont reportés de mois en mois. Les crédits remboursent les crédits.

Le prolétariat c'est les ouvriers nationaux, immigrés, sans-papiers, des femmes, des chômeurs, des intérimaires, des précaires, c'est aussi les familles ouvrières.

La crise actuelle, qui n'est que l'une des multiples crises du capitalisme, va drainer son lot de précarité, de chômage, de crainte de la part de la classe ouvrière. La crise actuelle est celle de l'impérialisme mais surtout celle de l'impossibilité de l'État bourgeois à commencer à résorber quoique cela soit.

Il faut mener la lutte sur deux fronts: contre la bourgeoisie capitaliste, contre la bourgeoisie sociale-démocrate, dans les deux cas contre les discours fascitoïdes.

Cette crise tant politique, qu'économique, amène le fascisme et le racisme: nous nous devons également de lutter contre ces « idéologies » aujourd'hui représentées à la fois par des traites à la classe ouvrière comme Soral, mais également Kemi Seba et d'autres.....qui essayent de pénétrer les masses populaires pour mieux les diviser...

ANTI FA

Oui, fascisme et le racisme servent le capitalisme, ils divisent le peuple afin que son combat contre le capitalisme s'essouffle, qu'au lieu qu'il lutte contre les véritables responsables, les fascistes veulent que le peuple s'en prenne à des boucs émissaires (Blacks, juifs, beurs, roms...). Voici à quoi sert le fascisme à sauver le capitalisme.

La crise avec la concentration du capital va encore aussi accélérer l'emprise de l'impérialisme sur les peuples opprimés.

A l'épreuve de la réalité nous voyons la pertinence de la lutte antifasciste!



A

actionnaires..... 22
aides aux entreprises..... 19
anarchistes..... 12
antifascisme..... 3
apatride..... 12, 27
argent..... 20
augmentation..... 6, 9, 19

B

baisse tendancielle du taux de profit 4, 5
banques..... 7, 13
barrières douanières 19
beurs..... 38
biens communs..... 23
Blacks..... 38
Bourse 3

C

capital..... 4, 5, 6, 7, 12, 38
capitalisme..... 20, 23, 25, 26, 27, 29
capitalistes..... 3, 4, 19, 20, 23
CGT..... 12, 28
concurrence..... 5, 19, 28
contradiction..... 4, 6
coûts..... 21
crises 3

D

déficits 3
dette..... 3, 22
développement..... 5, 6, 7, 9, 19, 20, 23, 27
dirigeants 24, 28
discours..... 21, 22, 25
droite..... 18, 23, 24, 25, 27, 28

E

Egypte..... 14
élections..... 3, 23
élites 24
employeur..... 21
entrepreneur..... 26
Etat..... 6, 9, 26
Etat (Bourgeois)..... 19, 20

exploitation..... 13
exploités..... 6
expropriation..... 20, 23

F

Facebook..... 25
fascistes..... 3, 6, 7, 9, 24, 25, 28
fascitoïde..... 25
femmes..... 21
finance 10, 13, 26
France..... 3, 7, 10, 11, 13, 15, 18, 19, 20, 25, 28, 30, 31
Front National..... 23, 28

G

gauche..... 10, 14, 18, 23, 24, 25, 27, 28, 29
grande bourgeoisie..... 11, 14, 33

H

haine..... 3
Hitler..... 25
homme providentiel..... 24
humanitaire..... 21

I

idéologies..... 23
impérialisme 38
Indignés..... 28
industrie..... 5
insécurité..... 18
interclassisme 12, 13, 14

J

Jaurès (Jean). Fondateur du journal "L'humanité". A refusé d'intégrer le PCF lors de sa création. Figure tutélaire de la SFIO puis du PS..... 26
journalistes..... 24
juifs..... 38

L

Laurent (Pierre) secrétaire national du P"CF 12
Le Pen (Jean-Marie)..... 10, 11, 24, 25, 26, 27, 31, 32
Le Pen (Marine)

Avocate, fille de Jean-Merle fondateur du Front National, actuelle présidente du F.N...... 18
libéralisme..... 13
licenciements justes..... 19, 22
locomotives..... 4

M

majorité..... 19, 25
Manichéisme..... 24
marchandises..... 5
marxistes..... 12
masse..... 5
mécanisme..... 3, 27
médicaments..... 19
Mélenchon (Jean-Paul)
Ex-Trotskiste, puis élu P.S. A fondé la "Parti de la Gauche", puis leader du "Front de Gauche" rassemblant le dit parti, le P"CF et la Gauche Unitaire...... 18, 22, 23, 26, 27, 28, 29
militant..... 3
militants..... 24
mode de production capitaliste... 3, 4, 6, 7, 12, 13, 24, 25
mode de production socialiste..... 12
monnaie..... 8
Montebourg (Arnaud)
Député P.S. Représente une "aile gauche", voulant l'édification d'une VIème République.... 18, 23, 24, 26, 27, 28, 29

N

nationalisation..... 20
nazi..... 24
Nin (André)..... 5, 6, 7
nostalgie..... 26
nouvelle économie..... 21

P

patriotisme..... 19
patron..... 20, 21, 22, 26
patrons..... 6, 8, 20, 21, 22
pérennité..... 23
Péri (Gabriel). Journaliste, puis député PCF, déporté par les nazis et exécuté..... 26
persécution..... 24
petite bourgeoisie..... 5, 7, 8, 9, 25
PME..... 7, 8, 11, 21, 22, 32
poison..... 24
politiciens..... 6, 14, 24, 26

prix..... 19
production..... 3, 4, 5, 6, 7, 8, 19, 24, 25, 27
produits..... 19, 27
profit..... 4, 5, 21
programmes..... 18, 20, 23
prolétaires..... 8, 18, 26
propagande..... 3, 7, 9, 31, 34
prophétisme..... 27
propriété privée..... 23
protectionnisme..... 18, 22, 23, 24, 25, 28
Provocation..... 24

R

réalité..... 3, 8, 9, 13, 15, 19, 20, 30, 38
révolte..... 7, 12
roms..... 38
Rothschild..... 26

S

salariés..... 18, 19, 20, 21, 22, 23
secteur associatif..... 21
sécurité..... 18, 21
social..... 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29
social-démocrate..... 14
social-fascisme..... 14, 23, 29
société..... 23
Soral (Alain)..... 10, 25, 37
Sorel (Georges)..... 14
Sternhell (Zeev)..... 13
SUD..... 12
syndicalisme..... 14

T

travail..... 4, 5, 6, 8, 18, 19
Tunisie..... 14, 15
tyrans..... 14

U

usagers..... 23
usines..... 19

V

valeurs..... 5

